



Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

A bas le Sénat, à bas le parlement bourgeois, A bas Chautemps le Staviskard ! Au pouvoir Thorez - Blum - Jouhaux Democratie ouvrière par les Soviets !

NOTRE POLITIQUE

Chacun a bien tenu le rôle à lui assigné, rôle dont la bourgeoisie tire les ficelles. Les finances de la France capitaliste étant en pleine déliquescence, les maîtres de l'économie exigent des mesures impitoyables contre les travailleurs, la reprise de ce qui fut lâché par peur en juin 1936. Blum ayant servi jusqu'à présent à bien freiner les mouvements, la bourgeoisie estime plus utile qu'il restât au second plan, en réserve si besoin est, tandis que Chautemps va poursuivre un peu plus « énergiquement » la politique de freinage menée par Blum. Le Sénat « républicain » a servi pour mettre Blum à terre. Où était-il Delmas qui, dans un passé pas très vieux, voulait faire manifester cent ou deux cent mille prolétaires pour intimider les vieux crocodiles du Sénat ? Et les menaces de Jouhaux quant aux intrigues contre le Ministère ? Et qu'a fait Blum qui reprocha, le 7 février, à Daladier de n'avoir pas su tenir tête à l'émeute fasciste et, il y a quelques jours, donnait à Luma-Park rendez-vous pour le second anniversaire de son gouvernement ? Quelle a été l'action du parti stalinien, des Thorez et des Ducloux : Tout pour le Front populaire, était leur devise, cela voulait dire : nous accepterions tout, les décrets-lois tout, pourvu que l'on nous permette de la couvrir du pavillon Front populaire.

faut empêcher les stavisbrates et leurs complices d'étrangler le « gouvernement des masses », il faut, au contraire, imposer l'existence d'un organisme de pouvoir des masses qui, dans la lutte, supplantera le « pouvoir légal ». La politique de collaboration avec Chautemps s'exprimera par une capitulation constante devant les patrons ainsi que ce fut le cas pour les mouvements du Bâtiment, des H.C.R.B. C'est particulièrement sur ce plan que l'expérience des ouvriers se fera ; c'est là qu'ils se rendront mieux compte de la trahison qu'ils subissent, c'est là que nous favoriserons leur expérience. Ainsi nous trouverons les points d'appui pour poursuivre notre lutte et résister à la préparation à la guerre. Dans la période qui vient, organiser le pouvoir des masses, faire surgir les éléments de la dualité du pouvoir, c'est le but de notre action. Opposer à la démocratie parlementaire pourrie la démocratie ouvrière par la réalisation des Soviets : Conseils ouvriers et paysans, propager l'armement des ouvriers, réaliser le contrôle ouvrier. Exiger des chefs traités qu'ils prennent leurs responsabilités afin de les démasquer : Au pouvoir : Thorez, Blum et Jouhaux, appuyés sur les Soviets d'ouvriers armés. A la porte les radicaux ! Telle est la tâche de l'avant-garde révolutionnaire dans la période qui vient.

Staviskieux et assassins d'ouvriers La Nouvelle Equipe...



La nouvelle équipe est formée, et comprend, aux côtés de Chautemps, dont le Ministère était qualifié, le 6 février 1934, de ministre Stavisky, le bourreau des exploitations d'Indochine, l'assassin du 9 février 1934, Sarraut. Dormoy sera en bonne compagnie. Deuxième gouvernement de Front Populaire qui est en même temps un gouvernement de Rassemblement républicain. Il est vrai que le nom ne fera pas grand-chose dans l'histoire. Par rapport au gouvernement précédent, on a éliminé les Moch et autres Mme Brunschwig, mais ceux qu'on a introduits sont encore plus moches, si l'on peut dire. En tête vient Chautemps-le-Staviskieux, au grade franco-maçonique éblouissant. Il descend d'une illustre tribu républicaine où tout doit se régler par de bons services. Il n'a pas usé de conseils en France, il ne tuera pas le Front populaire, déclare Bayet, dans l'« Œuvre ». Possible, mais il n'hésitera pas à tuer des ouvriers ; il a d'ailleurs bien gardé dans sa baraque Dormoy-le-Siffé. A côté de Chautemps, Blum n'a pas eu à se laisser convaincre de rester après la déculottée par le Sénat comme il a fallu, parait-il, le faire après Clichy. Etre plus exigeant eut plus rapidement amené les stalinien dans le gouvernement ; il faut conserver cette carte à la bourgeoisie pour un moment encore plus dur. Autre stavisbrate dans l'équipe, Bonnet, à qui les complications internationales vaudront des entraves moins agréables que celles des diners de Stresa. Il a pris la place d'Auriol qui prend celle de Rucart. L'un ne donnera pas plus de finances, l'autre pas plus de justice. L'un et l'autre feront payer les pauvres. Chautemps a accumulé les radicaux, il a tiré ce qu'il a pu : Sarraut, capable de dire n'importe quoi avec autant d'éloquence appouinée et aussi peu de conviction ; Queuille dont on ne se souvient plus très bien dans quel scandale il fut mentionné ; Campinchi qui voudra montrer, comme Daladier, que son parti est la seule force contre-révolutionnaire en France. A signaler aussi les débuts du socialiste Février : il veut faire rire comme le guignol lyonnais, mais ce qu'il écrit est bête à pleurer. Ce sera, en tout cas, pour les ouvriers, une aussi belle carne que Lebas. N'oublions pas, pour terminer, son collaborateur, le député de Briey, Philippe Serre. Il se penchera sur les trusts au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. Vous verrez qu'il saura les défendre avec autant de zèle et au nom des mêmes personnages. Exposition 37 ! Le Stand des Staviskieux !



Les vieux larrons Expliquons-nous

La dualité de pouvoir. Pouvoir populaire et pouvoir bourgeois

Il existe encore en France... le pays de Des- cartes ! — bon nombre de gens qui, depuis vingt ans, entendent le mot Soviet — Soviet, en russe, signifie Conseil, et des soviets étaient bien avant la révolution de 1917 — et l'empire, mais seraient incapables de définir exactement en quoi consiste un soviets, son rôle dans les périodes révolutionnaires, ses rapports avec les partis révolutionnaires, sa nécessité pour passer d'un régime à un autre et ouvrir aux travailleurs le chemin du pouvoir. Il existe même dans le Parti communiste français — qui revendique l'héritage de Marx et de Lénine ! — bon nombre de camarades qui croient — dir comme fer — que la Révolution approche parce que le nombre des députés communistes croît à chaque élection et qu'un jour viendra où la majorité de la Chambre appartiendra aux « amis de Staline ». Il existe encore en France — le pays de Bonnet, de Blangui et des Communistes ! — bon nombre de Français qui nourrissent un idéal « républicain » et sont persuadés que le Front populaire est l'expression suprême et achevée de la République, au delà de laquelle tout est désordre, violence, dictature personnelle et inconnu redoutable. Ce qui revient à dire que, pour une bonne partie des travailleurs, l'horizon social est noté dans les bourgeoisies ont répandus en France, ils ignorent même les termes de la Constitution républicaine de 1875 — celle qui a cours en 1937 ! — qui veut qu'un gouvernement en France, les députés élus par le peuple et par la bourgeoisie se bornent à contrôler le gouvernement et que d'autres élus au suffrage restreint, les sénateurs, constituent un suprême rempart aux privilèges bourgeois et viennent rogner, quand ils le veulent, une partie de la souveraineté nationale qui n'a jamais émané directement des masses travailleuses. Le régime parlementaire n'est pas la représentation réelle et directe des travailleurs, et le Front populaire n'est qu'une combinaison destinée à renforcer le régime parlementaire, c'est-à-dire à renforcer les positions de la grande bourgeoisie qui reste la classe dominante. Voilà ce qui doit être clair aujourd'hui. Des accords et des compromis ont réuni les dirigeants de plusieurs formations politiques les plus bigarrées, qui ont elles-mêmes rassemblé une masse énorme d'adhérents, de sympathisants, d'adhésifs, qui vont où les pousse le vent. On a appelé ce Front populaire ! Mais ce n'est pas ce Front populaire qui a permis une poussée ouvrière et paysanne dont les grèves de juin 1936 ont été les premières manifestations. C'est parce que les masses ouvrières et paysannes exploitées étaient parvenues à un degré de tension révolutionnaire dangereuse pour la bourgeoisie que le Front populaire a été constitué, il en est des masses comme des moutons : Pour les diriger et briser leurs élan, on se met devant elles. Le Front Populaire ne pouvait pas, parce qu'il est une combinaison bourgeoise respectueuse de la loi bourgeoise, répondre aux besoins croissants des masses, ni apporter une solution à des problèmes que seule la Révolution peut résoudre. La poussée des masses a ouvert la période révolutionnaire. Nous les appelons à constituer leurs soviets en France parce que ce sont les soviets qui doivent assurer la transition entre la situation présente et le régime nouveau où le capital sera exproprié. Le parlementarisme existe. Soit ! Mais que, dans chaque usine, caserne ou village, les travailleurs réunis en assemblée populaire désignent leurs représentants directs, tel sera le Conseil, tel sera le Soviet. C'est par cette élection directe des masses, par la liaison entre soviets élus que se réalisera et le contrôle ouvrier et paysan sur les grandes entreprises, et le contrôle des travailleurs sur le Parlement lui-même. Ce sont les soviets élus qui apporteront au Parlement les volontés populaires, ce sont les soviets armés qui les imposeront. Les Soviets, c'est la démocratie réelle et directe des masses. Et cette dualité des pouvoirs ne peut se résoudre que par la victoire du premier et l'écrasement du second.

Pour noyer dans le chauvinisme la volonté révolutionnaire des masses, le Stalinisme doit exterminer toute opposition révolutionnaire.

En FRANCE, ce qui fut le Parti Communiste nous dénonce à la répression du fusilleur de Clichy.

Doriot est passé à l'ennemi. C'est un produit du stalinisme. Le lendemain de son exclusion du Parti communiste, dans une de ses volte-faces politiques, il prenait la peine de démontrer qu'il était « un vrai stalinien » (Emancipation, mai 1934). Par des chemins différents, Staline et lui arrivent aux mêmes solutions contre la classe ouvrière : Ils utilisent l'expérience révolutionnaire pour tenter d'écraser, d'exterminer, de corrompre le mouvement ouvrier. Doriot avait été en Chine l'homme de Staline. En France, Doriot mène le jeu pour le capital financier à tendance fasciste, les stalinien mènent le jeu pour subordonner la classe ouvrière à la démocratie bourgeoise. Doriot sera l'homme qui organisera les bandes fascistes. Son échec à Saint-Denis est un pas décisif dans l'abandon par lui de la voie parlementaire pour l'action de bande. DORIOT VEUT ETRE UN FRANCO FRANÇAIS. Chaque jour, l'Humanité réclame et réclame des avions et des canons pour vaincre Franco. Dans notre affiche-déclaration, lors de la campagne électorale de Saint-Denis, nous appelions les ouvriers à s'armer pour vaincre Doriot et ses bandes. L'Humanité se pâme d'indignation : « infâme provocation, appel à la guerre civile... » Pour ceux qui furent communistes, l'art consiste à désarmer les ouvriers par des appels au calme, à armer sérieusement la garde mobile (guardia civile), pour protéger les fascistes et la propriété, à laisser les syndicats professionnels s'imprimer dans les usines... puis — ainsi qu'en Espagne, lorsque la guerre de rue commença, le prolétariat est infériorisé. Qu'importe aux stalinien, cette guerre civile ne les intéresse que dans la mesure où ils peuvent en faire un bastion pro-russe dans la guerre impérialiste qui couve. Ainsi donc, l'Humanité s'adressait au Ministre Max Dormoy en ces termes :

Monsieur le Ministre, Jeudi dernier, le Front populaire de Saint-Denis a été reçu par un secrétaire de la Présidence du Conseil. Les promesses les plus formelles nous furent faites en vue de maintenir le calme à Saint-Denis en déjouant toutes les provocations. Or, nous devons vous signaler que, depuis près de seize-vingt heures, une ignoble affiche est apposée sur l'un des panneaux électoraux. Dans celle-ci on réclame la démission de M. Max Dormoy, qui a si justement révoqué M. Doriot pour irrégularités graves. Enfin, voici l'essentiel de la provocation figurant sur cette affiche : « Armement du peuple ! Milices ouvrières ! Contre un couteau fasciste, deux couteaux ouvriers ! Contre un revolver fasciste, deux revolvers ouvriers ! » Cette affiche est signée « Commune », 66, faubourg Saint-Martin, Paris. Nous qui luttons pour la propriété et le calme dans notre ville, nous vous prions de bien vouloir nous faire connaître les mesures que vous comptez prendre pour éviter tout incident provoqué par des textes dans le genre de celui signalé plus haut et par des groupes d'individus étrangers à Saint-Denis qui ne cessent de provoquer la population, en particulier place de la Mairie. Recevez, etc...

Le Ministre n'a guère attendu. Il a fait perquisitionner dans nos locaux, une fois de plus fait saisir « La Commune ». Les stalinien commencent en France ce qui se poursuit en Espagne, c'est-à-dire l'extermination systématique des révolutionnaires pour réduire à néant l'influence de ceux-ci. Staliniens et socialistes ont protégé La Rocque à Clichy. Ce jour-là, le plomb n'était pas cher contre les ouvriers ! Les stalinien aujourd'hui demandent notre emprisonnement pour notre « appel à la violence » contre Doriot, mais ils n'hésiteront pas ici non plus à employer le plomb pour nous détruire.

Malgré le crétinisme parlementaire poussé à son comble lors des élections de Saint-Denis, malgré la division des forces des partisans de la IV^e Internationale, celle-ci a trouvé le même nombre de militants ouvriers votant sur son programme dans une circonscription municipale comprenant la moitié de la circonscription de 1936. Les 75 militants qui se sont affirmés sur le programme du Parti Communiste Internationaliste doivent comprendre la période dans laquelle nous entrons, se préparer au combat en sachant que la répression stalinienne se fera d'autant plus violente que le développement de l'expérience des ouvriers poussera ceux-ci, dans leurs grandes masses, vers nos positions politiques. Ce que les stalinien n'ont pas compris et que nous, travailleurs, ferons comprendre, c'est que, malgré leurs persécutions, malgré les exécutions qu'ils préparent contre nous, nos idées expriment la volonté de classe des masses, avec nos cadavres commencent pour le stalinisme la décomposition la plus rapide. En Espagne, comme nous le verrons ci-dessous, la provocation était montée de longue date. En France, le cas Péro, auteur d'une brochure inutile sur Trotsky, puis employé nazi, démontre que le Guépéou peut encore faire mieux et plus vite.

En face de cette situation de répression qui prend maintenant un caractère plus particulier étant donné l'attitude des stalinien, nous avons adressé aux camarades de l'avant-garde : P.O.I., J.S.R., anars, une lettre que nous publions en tract, où nous demandons que s'organise, pour la défense des militants révolutionnaires, un front sérieux.

En ESPAGNE, complot amalgame contre le POUM assassinat d'ouvriers kidnapages, arrestations massives.

En Espagne, pour les mêmes raisons, les stalinien font le complot, emprisonner, assassiner les militants révolutionnaires. La faillite de toute la politique stalinienne en Espagne se révèle par la succession de défaites imposées aux armées républicaines : BILBAO est prise. Pour « vaincre Franco d'abord », on a vidé la lutte révolutionnaire de son contenu de classe ; on a arraché au prolétariat les liens qui lui permettaient de vaincre Franco. Aujourd'hui, l'Espagne n'est plus qu'un bastion de la guerre impérialiste qui couve. Pour que cette guerre soit préparée sans entrave, le stalinisme et la bourgeoisie libérale espagnole, qui jouent le jeu du clan impérialiste lié à la bureaucratie de l'U.R.S.S., exterminent toute l'alle révolutionnaire. Le mouvement ouvrier, si sensible aux infamies, si susceptible de solidarité instinctive avec les opprimés, est en France et dans le monde, encore plongé dans la nuit par le soporifique stalinien. La plus abjecte répression que subissent les révolutionnaires en Espagne ne connaît pas les détails odieux de la nouvelle affaire Matteotti : l'assassinat de Barbieri et de Berneri. Ils connaissent peu la disparition de Max Rein, fils d'Abramovitch, membre du Bureau exécutif de la II^e Internationale. Ils ignorent que des centaines de membres des Jeunesses libertaires ont disparu. Ils méprisent la disparition d'Alberto Martinez, militant des Jeunesses libertaires de Catalogne, enlevé aussi dans la nuit du 6 mai. Ils ne savent pas que toutes ces opérations ont été dirigées, organisées par le P.S.U.C., et que les forces répressives qui ont commandé ces opérations, comme les fascistes de rues et le désarmement des ouvriers, avaient, dans la plus grande partie des cas, leurs cantonnements dans les locaux du P.S.U.C. ! Ces forces répressives, composées de gardes civils dont de nombreux officiers avaient déjà servi aux ordres de Sanjurjo. Ils ne savent pas les ouvriers parisiens qui se valent avec une énergie farouche pour défendre Sacco et Vanzetti, combien de milliers de Sacco et Vanzetti sont en Espagne assassinés dans un but contre-révolutionnaire par les stalinien. L'ensemble des informations qui parviennent d'Espagne démontre à quel degré de chien sanglant de la bourgeoisie libérale, « A Tarragone, les milices du P.S.U.C., aidées des forces de gardes civils, exigent le désarmement des ouvriers et garantissent la « liberté ». Le lendemain du désarmement, les environs de la ville sont semés des cadavres de 25 camarades de la C.N.T., du P.O.U.M. et de la F.A.I., assassinés. Et maintenant, le P.O.U.M. de Barcelone, est complètement dissous, l'Hotel Paderon occupé ; Nin, Gorkin et autres emprisonnés et accusés d'espionnage. Un grand nombre de militants étrangers assassinés ou emprisonnés... La répression contre-révolutionnaire en Espagne comme ailleurs est la préparation systématique à l'Union sacrée dans la guerre impérialiste. Le stalinisme contre-révolutionnaire n'a jamais hésité à favoriser la venue du fascisme au pouvoir plutôt que de permettre le développement de la révolution prolétarienne. Les camarades révolutionnaires en Espagne paient cher leur finasserie avec le stalinisme ; finasserie d'une orientation politique qui, pour être souple, se félicite éloquentement du concours de l'U.R.S.S. sans se délimiter comme il convenait de la politique russe et même, ce qui fut le cas de Gorkin, empêchait le vote de motions de solidarité avec les bolcheviks russes. Finasserie de penser qu'on doit gagner les masses en évitant de leur parler le langage clair de la révolution et en limitant leur expérience aux problèmes locaux sans vouloir leur exposer ce qui détermine ces problèmes ; la politique contre-révolutionnaire en Russie débouchant à la conception du « socialisme dans un seul pays ». La politique centriste du P.O.U.M. est à son résultat. La souplesse qui devait permettre de conquérir les masses a désarmé ces masses en les privant d'une doctrine. La souplesse qui exigeait la dissolution des comités, elle a privé le P.O.U.M. de toutes possibilités de résistance effective et victorieuse pendant les journées de mai ; elle a entraîné les masses à leur destruction, car les idées révolutionnaires ne peuvent avoir qu'une seule sauvegarde : les masses armées, organisées en soviets et déterminant leur programme ». Enfantillage que les revendications d'unité syndicale comme remède à la situation politique en Espagne... Les conceptions anarchistes aussi ont fait leurs preuves : Des milliers de jeunes anarchistes examinent attentivement ces problèmes en Espagne, en France, mais la direction des organisations, C.N.T., F.A.I., continue une politique de conciliation avec le stalinisme. La « Solidaridad Obrera » a comme titre d'article leader cette phrase, qui est tout un programme : « Notre révolution doit être espagnole ». Dans le bulletin d'information de la F.A.I., les dirigeants justifient leur attitude en disant que « le fascisme guettait ». Il fallait arrêter la lutte fratricide pour ne songer qu'à la lutte contre le fascisme... Le 6 juin, Frederique Montseny prononçait

Or, le nœud du problème est là : il

LA CRISE GOUVERNEMENTALE ET LA C. G. T

Avec la direction du Parti communiste, la direction de la C.G.T. partage actuellement ce qu'on appelle le « Ministère des masses ».

Il était incontestablement averti de la gravité de la situation financière, beaucoup mieux que quiconque, car il ne siège pas au Conseil de la Banque de France sans en tirer quelques renseignements précieux.

Et puis la crise éclata. Directement ou par ses agents, le capitalisme exerça la pression maximale pour qu'elle soit résolue au mieux de ses intérêts.

Le plus clair de l'attitude de la direction de la C.G.T., c'est qu'elle lie son sort à celui du Front populaire juste assez pour maintenir le plus longtemps le calme dans les masses, mais pas suffisamment pour être compromise avec lui.

Mais, pour les prolétaires qui sont syndiqués à la C.G.T. pour défendre leurs intérêts et pas pour servir de masse de manœuvre à Jouhaux, le seul moyen de ne pas laisser porter atteinte à ce qu'ils ont conquis et de ne pas se laisser enfoncer dans le pétrin, c'est de ne pas regarder le Front populaire et de passer directement à l'action de classes.

LE PROLO, LIT

Qui mentait en 1934? La presse réactionnaire a campagne de 1934 contre Chautemps. Chautemps est utile. Mais la presse dite ouvrière se tait également...

Le 7 janvier, titre de P. & Humanité: « Le scandale hongrois met en cause Georges Bonnet ».

Le 7 janvier, titre de P. & Humanité: « Le scandale hongrois met en cause Georges Bonnet ».

Le 7 janvier, titre de P. & Humanité: « Le scandale hongrois met en cause Georges Bonnet ».

Le 7 janvier, titre de P. & Humanité: « Le scandale hongrois met en cause Georges Bonnet ».

Le 7 janvier, titre de P. & Humanité: « Le scandale hongrois met en cause Georges Bonnet ».

Blum n'a pas besoin du Sénat pour réprimer les grèves... Vous admettez une grève du capital. Vous n'auriez pas admis une grève des services publics.

LE CONJONCTIF DU PROLO

Les techniciens, le bureau confédéral et le Stalinisme

A la fin du mois de juin 1937, la Commission confédérale de délimitation entre les fédérations a tranché les questions graves concernant la Fédération des Techniciens.

En arrivant tout de suite après le pont Mirabeau, j'admire les copains de l'exposition qui arrivent par chantiers, bannières déployées; d'autres viennent de plus loin rejoignant en cortège, bannières déployées, calicot indiquant les chantiers.

Arrivé au Parc des Princes. Trois heures et demie, juste une demi-heure de retard, les discours commencent. D'abord Froidval; il ne nous raconte rien; comme ça, il est sûr de ne pas se tromper.

C'est au tour de Brout qui nous affirme que le mur d'argent n'a jamais été détruit. Qu'est-ce que fait donc ce mur? Les camarades du Parc des Princes ne s'emballe pas; les gens se demandent ce que veulent dire ces discours de réunions électorales, les voix font de toutes parts.

Non seulement tous les techniciens de toutes catégories ont le droit de voter, mais ils ont le plus grand intérêt à suivre de près ce conflit; il s'agit de « trotskyisme » que soit la Fédération des Techniciens, si confus que puissent être les conceptions de sa direction sur des problèmes essentiels.

CHAUFFEURS DE TAXI

Le « Soviet du Taxi » est paru. Il parle amplement des élections au Conseil et des salaires. Lisez-le!

Pour le soutien des opprimés des Algériens

Vendredi dernier, au Casino de Saint-Denis, une réunion était organisée en commun par le P.O.I. et le Parti du Peuple algérien (groupe autour de « El Oumi », qui fut le journal de l'« Ettoile Nord-Africain », dissout).

Environ 350 présents, sur lesquels près de 300 travailleurs nord-africains. Malheureusement, la tenue de la réunion ne répondait pas aux besoins de la situation. La misère, la peine des travailleurs nord-africains, la répression de l'impérialisme français y furent exposés. Ce sont les positions défendues par les ouvriers qui méritent d'être plus particulièrement notées.

Les dirigeants du P.O.I. avaient à cette réunion une préoccupation très grande: empêcher les camarades du P.C.I. de s'exprimer, alors que la réunion était annoncée comme contradictoire. Faut-il le dire, elle ne fut pas contradictoire.

Camp d'Avord

(Suite de n° 59, du 11 avril 1937) Je croyais qu'un soldat ne devait pas faire de politique... une preuve de foi que l'on en fait.

Le Popu a rayé ce passage du discours dans son compte rendu.

Radek en liberté?

L'Œuvre annonce que Radek aurait été mis en liberté. Encore un qui préfère être crevé-vivant.

La Jeune Garde mène en titre: « Travailleurs ! obligez Blum-Jouhaux-Thorez à abattre le mur d'argent ! »

C'est-à-dire que les travailleurs, pour « abattre le mur d'argent », devront passer sur le ventre de Blum-Jouhaux-Thorez; c'est par cette voie que se fera leur expérience; mais, pour qu'elle se fasse, il faut qu'ils constituent leurs conseils et réalisent la démocratie ouvrière.

Comment les gars du Bâtiment ont été trahis Au Parc des Princes

Comme tous les gars, j'avais lu les affiches nous invitant à débrayer, comme tous, j'avais lu la réponse, « pas de grève », des patrons; « Vous faites grève lundi après-midi, soit, nous fermerons les chantiers toute la journée du mardi ».

Le 21, à midi sonnant, nous arrêtas le boulot pour beaucoup à cause de heures du repas, cela consistait à ne pas le reprendre l'après-midi. A deux heures je me suis mis en route vers le Parc des Princes.

Arrivé au Parc des Princes. Trois heures et demie, juste une demi-heure de retard, les discours commencent. D'abord Froidval; il ne nous raconte rien; comme ça, il est sûr de ne pas se tromper.

Puis : « Volonté de mettre un terme à la contre-offensive patronale. Comment ? Arrachard ne refuse pas de reconnaître que certains patrons ne sont pas responsables ». Toujours les mêmes phrases.

C'est au tour de Brout qui nous affirme que le mur d'argent n'a jamais été détruit. Qu'est-ce que fait donc ce mur? Les camarades du Parc des Princes ne s'emballe pas; les gens se demandent ce que veulent dire ces discours de réunions électorales, les voix font de toutes parts.

Les jeunes ouvriers qui adhèrent aux organisations politiques du mouvement ouvrier viennent pour lutter, contre leurs exploités, contre le patron, contre la gradaille, contre les files, contre tous ceux qui oppriment.

Remous dans le P.-C.

Les jeunes ouvriers qui adhèrent aux organisations politiques du mouvement ouvrier viennent pour lutter, contre leurs exploités, contre le patron, contre la gradaille, contre les files, contre tous ceux qui oppriment.

Pourquoi nous quittons la Jeunesse Communiste de France

A la suite des événements politiques de ces dernières années, nous avons vu avec regret l'orientation stalinienne du Parti Communiste de France.

Appel aux jeunes Communistes français

Jeunes travailleurs exploités et brimés dans les usines du capital, la société bourgeoise ne vous offre qu'une seule perspective: la lutte incessante; tandis que ceux qui profitent de votre travail se vautrent dans un luxe crapuleux et pour défendre les intérêts de ces tripouilles, vous devez, à vingt ans, aller combattre et subir les abus d'adjoints abusifs et d'ouvriers fascistes.

Camp d'Avord

(Suite de n° 59, du 11 avril 1937) Je croyais qu'un soldat ne devait pas faire de politique... une preuve de foi que l'on en fait.

St-Denis. Méthodes et pratiques

Méthodes et pratiques du P.P.F. Le camarade G. R., ex-membre du Parti communiste stalinien, a reçu la visite des dirigeants qui lui proposent d'adhérer au P.P.F. Ce camarade, étant fidèle à la cause de notre grand Lénine, refuse, à juste raison, leur ordure, et se voit de ce fait provoqué.

Cercle, lutte de Classe

La prochaine conférence du Cercle Syndicaliste « Lutte de Classes » aura lieu le vendredi 2 juillet, à 21 heures, salle de l'Homme-Armé. 44, rue des Archives, à Paris, Hôtel de Ville, sur « Le Contrôle Ouvrier ».

La grève Gillet

La grève Gillet continue. Les ouvriers ont évacué les usines sous la menace de la « force publique ». Mais les piquets de grève demeurent vigilants et les patrons ne semblent pas disposés à céder.

Le lock-out patronal

Ce mardi 22 juin, je me suis levé de bonne heure, disposé comme on nous l'a dit hier, d'user de mon droit pour travailler.

Partout où nous sommes allés, nous sommes accueillis avec des courtoisies et des sympathies. Quant à la plainte de MM. les fascistes, elle n'a été que la preuve d'un manque de culture.

Les exploités du Textile lyonnais avaient bien senti le véritable moyen de faire triompher leurs camarades de chez Gillet. Ils n'attendaient qu'un mot du Syndicat pour déclencher la grève générale du Textile devant laquelle Gillet et ses collègues n'auraient pas tenu longtemps.

Travailleurs du Textile, si vous ne voulez pas être écrasés, il faut briser avec cette politique. L'offensive patronale, il faut répondre par la contre-offensive ouvrière et, sans tarder, voter des revendications pour la lutte.

Les exploités du Textile lyonnais avaient bien senti le véritable moyen de faire triompher leurs camarades de chez Gillet. Ils n'attendaient qu'un mot du Syndicat pour déclencher la grève générale du Textile devant laquelle Gillet et ses collègues n'auraient pas tenu longtemps.

Chez Lamy

CHEZ LAMY, les ouvriers en sont à leur cinquième journée de grève. Ils ont fait, pendant ces quatre jours, une manifestation devant la boîte. Plus d'un millier de pros ont répondu à son appel. C'est dans cette voie qu'il faut persévérer, nous en avons encore l'agitation. En attendant, nous pourrions aller en vue et la grève continue.

Chez les Coiffeurs

Le 14, assemblée générale à la Grande-aux-Belles, le Conseil syndical était dissout. L'assemblée générale de la grève, de nombreux ouvriers coiffeurs réclamaient une élection régulière avec des bulletins, mais Magnien déclara que le Conseil se représentait sans bulletins, sans qu'il y ait eu de scrutin.

Camp d'Avord

(Suite de n° 59, du 11 avril 1937) Je croyais qu'un soldat ne devait pas faire de politique... une preuve de foi que l'on en fait.

Cercle, lutte de Classe

La prochaine conférence du Cercle Syndicaliste « Lutte de Classes » aura lieu le vendredi 2 juillet, à 21 heures, salle de l'Homme-Armé. 44, rue des Archives, à Paris, Hôtel de Ville, sur « Le Contrôle Ouvrier ».

Camp d'Avord

(Suite de n° 59, du 11 avril 1937) Je croyais qu'un soldat ne devait pas faire de politique... une preuve de foi que l'on en fait.

Cercle, lutte de Classe

La prochaine conférence du Cercle Syndicaliste « Lutte de Classes » aura lieu le vendredi 2 juillet, à 21 heures, salle de l'Homme-Armé. 44, rue des Archives, à Paris, Hôtel de Ville, sur « Le Contrôle Ouvrier ».

Chronique Paysanne

Extension de l'agitation paysanne. Les Cartes sont abattues

La lutte de classes prend actuellement au village un caractère très violentement délimité. Jamais une politique paysanne révolutionnaire n'aura été d'application plus facile.

En Seine-et-Marne, la grève continue en plusieurs localités; en Eure-et-Loire, conversations entre syndicat patronal et syndicat ouvrier en vue d'un contrat collectif de travail. Dans le Meuse, grève d'une semaine qui se termine par une augmentation de salaires et l'attribution de 7 francs par jour et la signature d'un contrat collectif.

Les exploités du Textile lyonnais avaient bien senti le véritable moyen de faire triompher leurs camarades de chez Gillet. Ils n'attendaient qu'un mot du Syndicat pour déclencher la grève générale du Textile devant laquelle Gillet et ses collègues n'auraient pas tenu longtemps.

Travailleurs du Textile, si vous ne voulez pas être écrasés, il faut briser avec cette politique. L'offensive patronale, il faut répondre par la contre-offensive ouvrière et, sans tarder, voter des revendications pour la lutte.

Les exploités du Textile lyonnais avaient bien senti le véritable moyen de faire triompher leurs camarades de chez Gillet. Ils n'attendaient qu'un mot du Syndicat pour déclencher la grève générale du Textile devant laquelle Gillet et ses collègues n'auraient pas tenu longtemps.

3° CONGRES NATIONAL

14, 15 et 16 août 1937. Ordre du jour: Rapport d'activité et tâche du Parti... Le Rapport Financier... Le Programme du Parti... La Liaison Internationale. Molinier.

Chez Lamy

CHEZ LAMY, les ouvriers en sont à leur cinquième journée de grève. Ils ont fait, pendant ces quatre jours, une manifestation devant la boîte. Plus d'un millier de pros ont répondu à son appel. C'est dans cette voie qu'il faut persévérer, nous en avons encore l'agitation. En attendant, nous pourrions aller en vue et la grève continue.

Chez les Coiffeurs

Le 14, assemblée générale à la Grande-aux-Belles, le Conseil syndical était dissout. L'assemblée générale de la grève, de nombreux ouvriers coiffeurs réclamaient une élection régulière avec des bulletins, mais Magnien déclara que le Conseil se représentait sans bulletins, sans qu'il y ait eu de scrutin.

Camp d'Avord

(Suite de n° 59, du 11 avril 1937) Je croyais qu'un soldat ne devait pas faire de politique... une preuve de foi que l'on en fait.

Cercle, lutte de Classe

La prochaine conférence du Cercle Syndicaliste « Lutte de Classes » aura lieu le vendredi 2 juillet, à 21 heures, salle de l'Homme-Armé. 44, rue des Archives, à Paris, Hôtel de Ville, sur « Le Contrôle Ouvrier ».

Camp d'Avord

(Suite de n° 59, du 11 avril 1937) Je croyais qu'un soldat ne devait pas faire de politique... une preuve de foi que l'on en fait.

Cercle, lutte de Classe

La prochaine conférence du Cercle Syndicaliste « Lutte de Classes » aura lieu le vendredi 2 juillet, à 21 heures, salle de l'Homme-Armé. 44, rue des Archives, à Paris, Hôtel de Ville, sur « Le Contrôle Ouvrier ».

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES 200.000 TRACTS doivent être diffusés très largement. Aucun tract ne doit rester au centre. Militants dans les usines, les casernes, les maisons, les rues : notre tract pour les Soviets en France.

LES NOTRES

Quatre des assassinés du 9 février 1934



Il est logique que nous considérons comme nos héros ceux qui ont lutté contre les sbires de Langeron et ont été assassinés sur l'ordre de l'ennemi de classe Doumergue, dont nous parlons par ailleurs.

Le Comité des Forges, par la voix de son homme Lebrun, avait rappelé Doumergue le 7 février; et le 8 au soir, celui-ci avait formé son ministère, le rad.-soc. Sarraut (du « Sphinx ») étant à l'intérieur.

Instinctivement, la classe ouvrière voulait riposter par une manifestation à la tentative des nationaux. Ce qu'elle exigeait c'était la grève générale immédiate ! Mais il y avait, hélas ! quatre organisations politiques et syndicales qui s'effrayaient de cette spontanéité.

Pour dériver la soit d'actions des révolutionnaires et leur faire passer « l'énervement » (Marty), le parti stalinien, conformément à sa confiance, appela à manifester le 8 au soir, place de la République. C'était sa façon aventureuse de corriger (?) ses mots d'ordre criminels du 6 (Tous à la Concordie) et imbéciles du 7 (Désolés assassins !)

La manifestation de la place de la République, Doumergue, comme de juste, l'interdit. La grande place était, dès 18 heures, interdite à la circulation, les avenues y conduisant étant obstruées par des barages de files et de gradins.

A 19 heures, des grappes humaines se pressent près des barages mais se tenaient en même temps sur la défensive. Le parti stalinien s'était débarrassé de son plan, aucune stratégie pour occuper la place; mieux: ses chefs n'étaient pas là, à l'exception du traître Doriot, dont la présence à la gare de l'Est accusait mieux encore la caracole de Thoz (malade), de Ducloux et autres (Gillon !).

A 20 heures, les mercenaires de la République, qui, eux, avaient un plan de décaménagement de la place, voulaient faire dégringoler les militants massés aux barages. Mais ils avaient compté sans la capacité de résistance des prolétaires parisiens (sans seulement des militants et sympathisants stalinien).

La plupart de ceux-ci étaient venus sans armes, mais rapidement la foule des entourageurs fut armée; le combat fit rage aux dix heures de la place. Si celle de la rue du Temple, du boulevard Beaumarchais, volait que saint-Martin de la République furent rapidement dégagées, par contre la filicelle fut le théâtre de la lutte la plus acharnée, celle de la rue de Valenciennes, de la rue de Valenciennes, de la rue de Valenciennes.

L'assaut du commissariat de police de la place Voltaire, la barricade de la rue de l'Orillon, les fusillades de la gare de l'Est passèrent dans l'histoire. Le combat de la gare de l'Est fut le plus meurtrier: là tombèrent la plupart de nos martyrs.

Doumergue avait du coup concilié les contraires. Les nationaux avaient écopé le 6, mais les prolétaires avaient été saignés le 9. Un coup à droite, un coup à gauche: le « Jugo de paix » renvoyait à dos les deux ennemis et inaugurait la « trêve ».

Les obscures de 6 victimes de Sarraut-Doumergue réunies une fois inoubliable, au milieu de laquelle les leaders stalinien consentirent à se montrer, puisque tout danger était écarté.

Nous saurons venger ces premiers martyrs ouvriers de la nouvelle guerre civile française au XX^e siècle. Leur sang n'aura pas été répandu en vain.

Tribune du Congrès

LES PROBLEMES DE LA CONSTRUCTION DU PARTI

(Suite de la page 2)

Le dernier point sur lequel nous avons plus précisément à répondre, c'est sur l'emploi de la force par le parti révolutionnaire au pouvoir contre les autres formations ouvrières, ainsi que contre la majorité de la classe. Sur ce dernier point, nous pensons que nous ne souleverons pas d'objections de notre correspondant dans la classe ouvrière.

A cette question, nous ne voulons répondre par une affirmation qui serait soit l'expression d'un rétroclisme de la violence, ni par l'affirmation contraire du refus absolu de toute violence. Nous sommes contre l'emploi de la violence envers la majorité de la classe ouvrière, partant contre son emploi envers les autres formations qui auraient alors cette confiance. Nous sommes contre, non pour des raisons abstraites, mais parce que nous pensons que, dans ces circonstances, l'emploi de la force servirait en fin de compte d'autres classes ou d'autres couches sociales.

Le reproche que nous voulons adresser à la lettre de notre correspondant, c'est qu'elle pose les problèmes dans la classe ouvrière, en oubliant que cette classe, même après la prise du pouvoir, n'est pas seule et que les anciennes classes exploiteuses et leurs idéologies persistent encore sur la classe ouvrière, bien que différemment. L'exemple du prolétariat russe est typique. Et si Trotsky n'a pas recouru à la force pour conserver le pouvoir aux mains de la fraction marxiste, nous ne pensons pas que ce soit pour des considérations d'un moralisme abstrait, mais parce qu'il avait la conviction que cette force exercée, malgré la majorité de la classe ouvrière épuisée, aurait servi finalement à d'autres qu'à la fraction marxiste du prolétariat; que cette force exercée, en dehors de l'état réel des masses, n'aurait pas tué les germes de dégénérescence dans le parti bolchevik, mais aurait servi d'instrument aux couches bureaucratiques montantes. La force, avant comme après la prise du pouvoir, n'est qu'un élément de la politique, ce n'est pas tout une politique.

Nous nous sommes bornés à répondre brièvement aux questions de notre correspondant, le sachant que certainement les choses n'ont pas été épais. Si besoin est, nous pourrions ce débat qui a inévitablement un certain caractère d'abstraction; c'est dans notre activité de chaque jour que nous nous efforçons de donner chair et sang à notre conception du parti et de ses rapports avec la classe.

Le Gérant : R. MOLINIER.

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

Le Journal est le produit d'un travail collectif, c'est pourquoi les articles ne sont pas signés.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE » 66, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10^e)

Science et Histoire

N. Lénine La catastrophe imminente, le moyen de la conjurer

production et des produits dans la consommation, la suppression de tout gaspillage, l'économie des forces du peuple. Contrôler, surveiller, enregistrer, voilà le premier moyen de combattre la catastrophe et la famine. Personne ne le conteste, tout le monde en convient. Et c'est précisément ce qu'on ne fait pas, de peur de porter atteinte à l'omnipotence des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, à leurs profits démesurés, inouïs, scandaleux, réalisés sur le dos des ouvriers et des paysans, et presque tout le monde « travaille » maintenant directement ou indirectement pour la guerre, profits que tous connaissent, que tous supputent et que tous déplorent.

Les moyens de contrôle sont bien connus et faciles à réaliser

Mais, pourra-t-on se demander, les mesures et les procédés de contrôle ne sont-ils pas des choses extrêmement compliquées, difficiles, pas encore expérimentées, voire inconnues ? Les attermolements du gouvernement n'expliquent-ils pas le fait que les hommes d'Etat du Parti cadet, de la classe commerciale et industrielle, des partis socialistes-révolutionnaire et menchévik, peinent depuis six mois, prodiguant la sueur de leurs fronts dans la recherche de la décevante, l'étude de ces mesures, tandis que le problème se révèle terriblement ardu et nullement susceptible d'une prompt solution ?

Accablé par les charges et les fléaux de la guerre, plus ou moins en proie au délirium économique et à la famine, tous les Etats belligérants ont depuis longtemps institué, fixé, expérimenté, appliqué toute une série de mesures de contrôle qui, pour la plupart, se ramènent à l'association de la population par professions, par branches de travail, etc. Mais le tsarisme redoutait l'association et entravait, restreignait pour cette raison, autant qu'il le pouvait, le recours à ce moyen connu, facile, parfaitement applicable de contrôle.

Si notre gouvernement voulait vraiment réaliser pour de bon le contrôle, si ses institutions ne se condamnaient pas à une « inaction complète » par le contrôle révolutionnaire, l'Etat n'aurait qu'à pulser des deux mains dans le stock considérable des mesures de contrôle déjà connues et appliquées. Le seul empêchement à cela — empêchement que les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks dissimulent aux yeux du peuple — c'est que le contrôle révolutionnaire les profits démesurés des capitalistes et autres.

Nous verrons alors qu'il suffirait à un gouvernement dont la dénomination est « République démocratique » de ne pas une simple démission de décréter, d'ordonner, de prescrire, dès la première semaine de son existence, l'application des mesures essentielles de contrôle, d'établir des sanctions efficaces, sérieuses, contre les capitalistes qui essaieraient de se soustraire au contrôle et d'invalider la population elle-même à vouloir à ce qu'ils observent scrupuleusement les dispositions de la loi; si on l'avait fait, il y a

qu'au moyen de la nationalisation des banques, l'Etat pourrait savoir d'où viennent les millions et les milliards, où ils vont, par où ils passent. Seul le contrôle des banques, sur lesquelles pivote tout le mécanisme de la circulation capitaliste, permettrait de réaliser effectivement, et non verbalement, le contrôle de toute la vie économique, de la production et de la répartition des produits les plus importants; il permettrait d'organiser le « réglage » de la vie économique qui, sans cela, est voué à n'être qu'une phrase ministérielle, propre uniquement à duper le bon peuple. Seul le contrôle des opérations bancaires — à la condition qu'elles fussent concentrées dans une seule banque d'Etat, par laquelle les capitalistes compléteraient facilement applicables et en empêchant toute dissimulation de revenus, la perception effective de l'impôt sur le revenu, qui n'est le plus souvent, à l'heure actuelle, qu'une fiction, les contribuables ayant la possibilité de dissimuler leurs biens et leurs revenus.

Il suffirait précisément de décréter la nationalisation des banques; les directeurs et les employés l'appliqueraient eux-mêmes. Il n'est besoin pour l'Etat d'aucun appareil spécial, d'aucune mesure préparatoire particulière: la nationalisation peut se faire par décret, « d'un seul coup ». Car la possibilité économique de cette mesure à juste titre désignée par le capitalisme arrivé dans son développement à la phase des lettres de change, des actions, des obligations, et si l'Etat révolutionnaire démocratique ordonnait la convocation immédiate — par télégramme — dans chaque ville d'assemblées, dans chaque région, et dans tout le pays de congrès de directeurs et d'employés pour la fusion immédiate de toutes les banques en une seule banque d'Etat, cette réforme, s'accomplirait en quelques semaines. Il va de soi que les directeurs et les employés supérieurs résisteraient, s'efforceraient de tromper l'Etat et de faire traîner les choses en longueur, car ces messieurs se verraient privés de leurs sinécures et d'employés pour la fusion immédiate de toutes les banques en une seule banque d'Etat, cette réforme, s'accomplirait en quelques semaines. Il va de soi que les directeurs et les employés supérieurs résisteraient, s'efforceraient de tromper l'Etat et de faire traîner les choses en longueur, car ces messieurs se verraient privés de leurs sinécures et d'employés pour la fusion immédiate de toutes les banques en une seule banque d'Etat, cette réforme, s'accomplirait en quelques semaines.

En réalité, la nationalisation des banques, qui n'enlèverait pas un centime aux « propriétaires » que qu'ils soient, ne présente absolument aucune difficulté technique ni morale et n'est entravée que par les intérêts d'une poignée de riches assoiffés de lucre. Si la nationalisation des banques est si souvent confondue avec la confiscation des propriétés privées, la faute en revient à la presse bourgeoise dont l'intérêt est de tromper le public.

Le Krach financier et les moyens de le prévenir

L'augmentation du prix d'achat des céréales a aussi une autre face. Cette augmentation entraîne de nouvelles émissions de papier-monnaie et, par suite, un nouvel accroissement de la cherté et une aggravation de la désorganisation financière qui nous mène droit à la faillite. Tout le monde reconnaît la nécessité de nouvelles émissions de papier-monnaie et, par suite, un nouvel accroissement de la cherté et une aggravation de la désorganisation financière qui nous mène droit à la faillite. Tout le monde reconnaît la nécessité de nouvelles émissions de papier-monnaie et, par suite, un nouvel accroissement de la cherté et une aggravation de la désorganisation financière qui nous mène droit à la faillite.

Nationalisation des Banques

Celui qui a 15 roubles à la caisse d'épargne gèrerait ses 15 roubles après la nationalisation des banques, et celui qui a 15 millions gèrerait ses 15 millions après la nationalisation des banques, et celui qui a 15 millions gèrerait ses 15 millions après la nationalisation des banques, et celui qui a 15 millions gèrerait ses 15 millions après la nationalisation des banques.

Histoire des Bolcheviks Léninistes La question Chinoise

C'est ainsi que, les paysans se révoltent et partagent les terres, l'I.C. exige que on ne touchât pas aux terres des officiers de l'armée rouge, Kai Chek, or, tous étaient de gros propriétaires fonciers. De même, on supprime toute formation armée autonome du prolétariat et on supprime même les cellules communistes dans les armées du Sud.

Enfin et surtout, pendant toute cette période où Staline et l'I.C. prodiguaient leurs amabilités à Tchong Kai Chek et au Kuo-Min-Tang, l'opposition catégoriquement à ce que l'opposition demandait: mettre en avant en Chine le mot d'ordre des Soviets.

L'I.C. trahissait sa mission révolutionnaire; la politique du « socialisme dans un seul pays » jouait à encore, les stalinien ne parlant pour la Chine que de « dictature démocratique », les problèmes socialistes étant renvoyés à une période bien ultérieure.

Les intérêts de la bourgeoisie. Les armées du Sud avaient entrepris une offensive victorieuse contre les armées du Nord et s'approchaient de Shanghai. Profitant de la déroute des armées du Nord, les ouvriers de cette ville, une des plus grandes cités du monde, se soulevèrent et s'en emparèrent 48 heures avant que les troupes du Sud fussent aux portes de la ville.

La lutte très vive de l'opposition, qui dénonçait aussi les compromissions en U.R.S.S. avec les paysans aisés (koulaïks), menaçait à ce point la bureaucratie que celle-ci recourut aux exclusions, aux arrestations et à la déportation de centaines puis de milliers de révolutionnaires. C'est en 1924 à la veille du 15^e Congrès du parti bolchevik, que le parti révolutionnaire de la Révolution d'octobre, après que dans le cortège anniversaire, les militants opportunistes furent frappés, leurs pancartes lacérées, c'est à ce moment-là que la fraction stalinienne porta la lutte sur un plan nouveau, celui de l'extermination et de la désagrégation physique des oppositionnels.

Exclusions dans le parti bolchevik, exclusions dans les sections de l'I.C. Les uns résistent, d'autres capitulent, préparant, comme il s'y agit, au moment où la révolution refuse un zig-zag accentué à l'extrême-gauche. Sans préparation politique, le mot d'ordre des Soviets fut lancé, une insurrection improvisée à Canton qui, après quelques jours de lutte héroïque, fut écrasée dans le sang.

LEURS GUEULES DOUMERGUE

Il n'y a rien en a-t-on rebattis les oreilles: « Grand Français », le « sage de Tournefeuille », le « grand conciliateur », etc., etc. Un personnage de légende, qu'ils voudraient nous en faire ! Tous ces messieurs patriotes auront beau porter le crêpe, silencieusement (hous) ou ostensiblement (à commencer par M. Blum et son télégramme de condoléances à la veuve), nous en tout cas, qui ne sommes liés par aucune dette ou aucune obligation, nous ne nous laisserons pas assommer par le vieux traître qui vient de casser sa pipe, nous dessinons impitoyablement la guéule de ce zéro devenu grand homme.

En 1919, Polakoff (que le Comité des Forges venait de faire accéder à la présidence de la République) appelle ses deux confrères en valant la Doumergue et Lebrun, plaçant le premier à la présidence du Conseil et aux Affaires Etrangères, et le second aux Colonies. Disposant ainsi de quatre positions ministérielles, le Comité des Forges peut donc préparer tranquillement sa petite guerre !

En début de cette dernière, le grand colonial Doumergue met sa patte sur les colonies allemandes et partage le Togo avec l'Angleterre; en 1917, il va enquêter en Russie où il assiste à la Révolution. Cette vision assombrie ses vieux jours.

La présidence du Sénat qui lui échola en 1923 est pour lui l'antichambre de l'Elysée, où il s'installe en 1924. A l'abri de son fameux « zéro patelin », Doumergue favorisera le torpillage du Cartel des gauches (1924), la guerre des Miroirs, et appellera (comme on se retrouve son confrère Poincaré pour « sauver le franc » (1926) ainsi que son autre confrère Tardieu (1926).

Se retirant en Gascogne en 1931, il y prend femme (et dot) et d'autre part, la Compagnie de Suez lui offre les émoluments princiers d'un administrateur en chef. En 1932, il est nommé homme, et très heureux en somme, lorsqu'il est nommé le 6 février 1934. Il fut rappelé au gouvernement par ses patrons du Comité des Forges, qui exigèrent de lui la démission qu'il avait « la réforme d'une Constitution qu'il avait « gâchée » 7 ans.

Lancé tête baissée dans ce double panneau, il s'y casse le cou. L'histoire a conduit Doumergue à présider à la décadence continue et irrémédiable de l'impérialisme français. Dans ce sens, l'histoire nous sert de leçon. Les « défaits » que nous sommes.

Par ailleurs, l'histoire de l'avenir relèvera que Gaston Doumergue s'est classé parmi les vampires coloniaux, les buveurs de sang ouvrier et les démagogues du radicalisme pourri.

POUR « LA COMMUNE » Une fois encore saisi à l'œuvre, la perte sera cette fois-ci définitive, car l'opération polaire fut tardive. (Le comité de l'histoire de la Commune trop pris à rechercher l'assassin du métré.)

Les efforts de nos camarades, loin d'être négligeables, sont fort intéressants. La région parisienne porte plus particulièrement ses efforts sur la vente et la phalange. Le Havre, Lyon en prépare de nouveaux de camarades, qui pourraient faire mieux, qui remettent chaque jour au lendemain leur concours sous prétexte que « ça n'est pas grand-chose et que ça n'est donc pas à un jour près ». C'est là une profonde erreur. Il ne faut pas attendre, il faut verser dès que possible, même la somme la plus minime. En plus, les moyens sur lesquels nous insistons chaque semaine.

ABONNEMENTS ! SOUSCRIPTIONS ! Des noms de POSSIBLES ! En plus du service de librairie qui peut fournir tous les livres demandés, nous informons nos camarades que nous vendons l'insigne du P.C.I. au prix de 4 francs.

De nombreux camarades prennent leurs vacances. Qu'ils songent à « La Commune ». Ils peuvent nous demander des numéros anciens, du matériel de propagande, nous pouvons aussi leur donner quelques indications pour rencontrer des camarades dans les diverses régions. L'échange de bagnes où l'on est exploité ne doit pas aboutir à l'inactivité. C'est en trouvant quelques liaisons nouvelles que chacun peut, à la faveur des « congrès payés », contribuer au développement du P.C.I. et de « La Commune ».

(1) Voir « La Commune », n° 47, 51, 54, 57 Permanence centrale. — Tous les soirs, au siège de « La Commune », de 18 à 20 h., est tenu par un membre du Bureau politique une permanence où les membres de l'organisation et les sympathisants qui auraient, tant sur leur travail local qu'à l'extérieur, besoin de renseignements, peuvent utilement passer.

Bulletin d'Abonnement à la « Commune » Nom et prénom Adresse souscrit un 3 mois 5 fr. 6 mois 10 fr. 1 an 20 fr. et adresse le montant au compte postal Brausch 1773-07, Paris 66, faubourg Saint-Martin